

VD_GERICHTE ZD24.027777 vom 4. August 2025

VD Tribunal cantonal, 2025-08-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZD24.027777

FR: VD_GERICHTE ZD24.027777 du 4 août 2025

IT: VD_GERICHTE ZD24.027777 del 4 agosto 2025

Erwägungen

E. 4

a) L'invalidité se définit comme l'incapacité de gain totale ou partielle qui est présumée permanente ou de longue durée et qui résulte d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident (art. 4 al. 1 LAI et 8 al. 1 LPGA). Est réputée incapacité de gain toute diminution de l'ensemble ou d'une partie des possibilités de gain de l'assuré sur le marché du travail équilibré qui entre en considération, si cette diminution résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique et qu'elle persiste après les traitements et les mesures de réadaptation exigibles (art. 7 LPGA). Quant à l'incapacité de travail, elle est définie par l'art. 6 LPGA comme toute perte, totale ou partielle, de l'aptitude de l'assuré à accomplir dans sa profession ou son domaine d'activité le travail qui peut raisonnablement être exigé de lui, si cette perte résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique. En cas d'incapacité de travail de longue durée, l'activité qui peut être exigée de l'assuré peut aussi relever d'une autre profession ou d'un autre domaine d'activité. b) L'assuré a droit à une rente si sa capacité de gain ou sa capacité d'accomplir ses travaux habituels ne peut pas être rétablie, maintenue ou améliorée par des mesures de réadaptation raisonnablement exigibles, s'il a présenté une incapacité de travail d'au moins 40 % en moyenne durant une année sans interruption notable et si, au terme de cette année, il est invalide à 40 % au moins (art. 28 al. 1 LAI). Pour évaluer le taux d'invalidité, le revenu que l'assuré aurait pu obtenir s'il n'était pas invalide (revenu sans invalidité) est comparé à celui qu'il pourrait obtenir en exerçant l'activité qui peut raisonnablement être exigée de lui après les traitements et les mesures de réadaptation, sur un marché du travail équilibré (revenu avec invalidité ; art. 16 LPGA).

- 10 - Le droit à la rente prend naissance au plus tôt à l'échéance d'une période de six mois à compter de la date à laquelle l'assuré a fait valoir son droit aux prestations conformément à l'art. 29 al. 1 LPGA, mais pas avant le mois qui suit le 18e anniversaire de l'assuré (art. 29 al. 1 LAI). c) aa) L'art. 25 RAI concrétise les art. 28a al. 1 LAI et 16 LPGA. D'après l'art. 25 al. 1 RAI, est réputé revenu au sens de l'art. 16 LPGA le revenu annuel présumable sur lequel les cotisations seraient perçues en vertu de la LAVS (loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance- vieillesse et survivants ; RS 831.10), à l'exclusion toutefois : des prestations accordées par l'employeur pour compenser des pertes de salaire par suite d'accident ou de maladie entraînant une incapacité de travail dûment prouvée (let. a) ; des indemnités de chômage, des allocations pour perte de gain au sens de la LAPG (loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain ; RS 834.1) et des indemnités journalières de l'assurance-invalidité (let. b). Selon l'art. 25 al. 2 RAI, les revenus déterminants au sens de l'art. 16 LPGA sont établis sur la base de la même période et au regard du marché du travail suisse. En vertu de l'art. 25 al. 3 RAI, si les revenus déterminants sont fixés sur la base de valeurs statistiques, les valeurs médianes de l'Enquête

suisse sur la structure des salaires (ESS) de l'Office fédéral de la statistique font foi. D'autres valeurs statistiques peuvent être utilisées, pour autant que le revenu en question ne soit pas représenté dans l'ESS. Les valeurs utilisées sont indépendantes de l'âge et tiennent compte du sexe. D'après l'art. 25 al. 4 RAI, les valeurs statistiques visées à l'al. 3 sont adaptées au temps de travail usuel au sein de l'entreprise selon la division économique ainsi qu'à l'évolution des salaires nominaux. Le moment déterminant pour établir les revenus avec et sans invalidité est celui de la naissance du droit éventuel à une rente d'invalidité (ATF 134 V 322 consid. 4.1 ; 129 V 222 ; TF 9C_766/2023 du 13 février 2024 consid. 5.1).

- 11 - bb) Le revenu sans invalidité (art. 16 LPGA) est déterminé en fonction du dernier revenu de l'activité lucrative effectivement réalisé avant la survenance de l'invalidité (art. 26 al. 1, première phrase, RAI). Le revenu sans invalidité doit être adapté à son évolution vraisemblable jusqu'au moment déterminant de la naissance éventuelle du droit à la rente (ATF 144 I 103 consid. 5.3 ; 134 V 322 consid. 4.1). On se fondera, sur ce point, sur les renseignements communiqués par l'employeur ou, à défaut, sur l'évolution des salaires nominaux (par ex : TF 8C_659/2022 & 8C_707/2022 du 2 mai 2023 consid. 4.2.1 et les références). Si le revenu effectivement réalisé au cours des dernières années précédant la survenance de l'invalidité a subi de fortes variations, il convient de se baser sur un revenu moyen équitable (art. 26 al. 1, deuxième phrase, RAI). cc) Si l'assuré ne réalise pas de revenu déterminant ou n'exploite pas autant que possible sa capacité fonctionnelle résiduelle en exerçant une activité qui peut raisonnablement être exigée de lui, le revenu avec invalidité est déterminé en fonction des valeurs statistiques visées à l'art. 25 al. 3 RAI (art. 26bis al. 1 et 2 RAI). Pour une personne ne disposant d'aucune formation professionnelle dans une activité adaptée, il convient en règle générale de se fonder sur les salaires bruts standardisés (valeur centrale) dans l'économie privée (tableaux TA1_skill_level), tous secteurs confondus (RAMA 2001 n° U 439 p. 347 ; voir également TF 8C_205/2021 du 4 août 2021 consid. 3.2). Selon l'art. 26bis al. 3 RAI, édicté sur la base de l'art. 28a al. 1 LAI, une déduction de 10 % est opérée sur la valeur statistique visée à l'al. 2. Si, du fait de l'invalidité, l'assuré ne peut travailler qu'avec une capacité fonctionnelle au sens de l'art. 49 al. 1bis RAI de 50 % ou moins, une déduction de 20 % est opérée. Aucune déduction supplémentaire n'est possible.

E. 5

a) Pour fixer le degré d'invalidité, l'administration – en cas de recours, le juge – se fonde sur des documents médicaux, ainsi que, le cas

- 12 - échéant, des documents émanant d'autres spécialistes pour prendre position. La tâche du médecin consiste à évaluer l'état de santé de la personne assurée et à indiquer dans quelle mesure et dans quelles activités elle est incapable de travailler. En outre, les renseignements fournis par les médecins constituent un élément important pour apprécier la question de savoir quelle activité peut encore être raisonnablement exigée de la part de la personne assurée (ATF 132 V 93 consid. 4 et les références ; TF 8C_160/2016 du 2 mars 2017 consid. 4.1 ; TF 8C_442/2013 du 4 juillet 2014 consid. 2). Les affections psychiques, les affections psychosomatiques et les syndromes de dépendance à des substances psychotropes doivent en principe faire l'objet d'une procédure probatoire structurée (ATF 145 V 215 ; 143 V 418 consid. 6 et 7 ; 141 V 281 et les références citées). Ainsi, le caractère invalidant de telles atteintes doit être établi dans le cadre d'un examen global, en tenant compte de différents indicateurs, au sein desquels figurent notamment les limitations fonctionnelles et les ressources de la personne assurée, de même que le critère de la

résistance à un traitement conduit dans les règles de l'art (ATF 141 V 281 consid. 4.3 et 4.4). b) Selon le principe de la libre appréciation des preuves (art. 61 let. c LPGA), le juge apprécie librement les preuves médicales sans être lié par des règles formelles, en procédant à une appréciation complète et rigoureuse des preuves. Le juge doit examiner objectivement tous les documents à disposition, quelle que soit leur provenance, puis décider s'ils permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. S'il existe des avis contradictoires, il ne peut trancher l'affaire sans indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion plutôt qu'une autre. En ce qui concerne la valeur probante d'un rapport médical, il est déterminant que les points litigieux aient fait l'objet d'une étude circonstanciée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées par la personne examinée, qu'il ait été établi en pleine connaissance du dossier (anamnèse), que la description du contexte médical et l'appréciation de la situation médicale soient claires et enfin que les conclusions soient bien

- 13 - motivées. Au demeurant, l'élément déterminant pour la valeur probante, n'est ni l'origine du moyen de preuve, ni sa désignation comme rapport ou comme expertise, mais bel et bien son contenu (ATF 134 V 231 consid. 5.1 ; 125 V 351 consid. 3a ; TF 8C_71/2024 du 30 août 2024 consid. 3.3). c) Le juge peut accorder valeur probante aux rapports et expertises établis par les médecins des assurances aussi longtemps que ceux-ci aboutissent à des résultats convaincants, que leurs conclusions sont sérieusement motivées, que ces avis ne contiennent pas de contradictions et qu'aucun indice concret ne permet de mettre en cause leur bien-fondé (ATF 125 V 351 consid. 3b/ee et la référence ; TF 8C_150/2024 du 10 octobre 2024 consid. 2.3 ; TF 8C_565/2008 du 27 janvier 2009 consid. 3.3.2). Il résulte de ce qui précède que les rapports des médecins employés de l'assurance sont à prendre en considération tant qu'il n'existe aucun doute, même minime, sur l'exactitude de leurs conclusions (ATF 135 V 465 consid. 4.7 ; TF 9C_553/2023 du 14 novembre 2024 consid. 3.2 ; TF 8C_796/2016 du 14 juin 2017 consid. 3.3). S'agissant des rapports établis par les médecins traitants, le juge peut et doit tenir compte du fait que, selon l'expérience, la relation thérapeutique et le rapport de confiance qui les lient à leur patient les placent dans une situation délicate pour constater les faits dans un contexte asséculogique. Ce constat ne libère cependant pas le tribunal de procéder à une appréciation complète des preuves et de prendre en considération les rapports produits par la personne assurée, afin de voir s'ils sont de nature à éveiller des doutes sur la fiabilité et la validité des constatations du médecin de l'assurance (ATF 135 V 465 consid. 4.5 et 4.6 et les références ; TF 8C_757/2023 du 20 décembre 2024 consid. 7 ; TF 8C_220/2024 du 4 octobre 2024 consid. 3.2).

E. 6

a) Il peut tout d'abord être constaté que sur le plan formel, l'expertise du F. _____ ne prête pas le flanc à la critique. Les experts ont procédé à une étude circonstanciée du cas sur la base des rapports médicaux versés au dossier qu'ils ont résumés. Ils ont tenu compte des

- 14 - plaintes et déclarations de la recourante, ont décrit son quotidien et établi une anamnèse détaillée sur les plans familial, personnel, socio- professionnel et médical. Chaque expert a procédé à un examen clinique de la recourante avant de procéder à une évaluation consensuelle. Les conclusions de l'expertise sont par ailleurs claires et motivées.

b) Sur le plan psychiatrique, le rapport d'expertise confirme que la recourante ne présente pas d'atteinte à la santé incapacitante. Dans son appréciation dûment motivée, l'expert psychiatre a exposé de manière convaincante les raisons l'ayant conduit à retenir le

diagnostic de trouble de l'adaptation, réaction mixte anxieuse et dépressive, et à écarter toute autre atteinte psychique, en particulier la présence d'un épisode dépressif et d'un trouble somatoforme (rapport d'expertise, pages 26 à 28). Avant de conclure à une pleine capacité de travail au niveau psychique, l'expert a notamment examiné les ressources et difficultés de la recourante. Il a en particulier observé que la prénommée démontrait de bonnes capacités de résilience sur l'existence entière, qu'elle était capable de prendre des décisions dans son intérêt et de façon réfléchie. En l'absence de trouble cognitif et de trouble dépressif, la planification et la structuration des tâches étaient conservées, de même que les capacités à porter des jugements. La capacité d'affirmation de soi était constatée au jour de l'expertise et faisait partie de la nature et de la personnalité de la recourante. Les rapports avec la famille et les intimes étaient de bonne qualité. Le contact avec les autres et la capacité à pouvoir travailler en groupe n'étaient pas entravés par un trouble psychique. Malgré l'absence d'atteinte psychique incapacitante, l'expert psychiatre a tout de même préconisé l'instauration d'une psychothérapie afin de prévenir le risque d'une aggravation du trouble de l'adaptation. Il y a lieu de constater que rien ne permet de s'écarter des conclusions de l'expert psychiatre, qui sont en adéquation avec les autres éléments du dossier, lesquels ne font état d'aucune incapacité de travail sur le plan psychique.

- 15 - c) Sur le plan somatique, les experts du F. _____ ont retenu le diagnostic avec effet sur la capacité de travail de douleur persistante au niveau du membre inférieur droit, sans origine connue au jour de l'expertise. A cet égard, ils ont indiqué que la recourante présentait des douleurs lors de la mobilisation de la hanche droite et une douleur aigüe à la palpation des zones hématiques au niveau de la cuisse et de la jambe droites. La position assise était déclarée douloureuse après environ un quart d'heure et la position debout statique également. La marche s'effectuait à l'aide de deux cannes anglaises en déroulant. Les experts ont observé que les examens pratiqués jusqu'alors ne mettaient pas en évidence de lésions expliquant la symptomatologie de la recourante. Ils ont émis la possibilité de compléter les examens par une scintigraphie et un arthroscanner de la hanche pour exclure ou confirmer une zone inflammatoire ou la présence de tissus dans l'articulation qui pourraient être à l'origine de la symptomatologie. Cela étant, l'ensemble des plaintes et des constatations à l'examen clinique concordait et il n'y avait pas d'incohérence, hormis le fait que nonobstant les plaintes douloureuses rapportées par la recourante, les analyses de laboratoire effectuées dans le cadre de l'expertise ne révélaient pas de prise d'antalgique depuis au moins 24 heures. Les experts ont conclu à une capacité de travail de 50 % dans la dernière activité professionnelle d'opératrice en horlogerie et de 80 % dans une activité adaptée, soit une activité assise en position haute, avec alternance de positions, sans escaliers, échelle ni échafaudage, sans déplacement, sans marche en terrain inégal et sans accroupissement. Les avis médicaux au dossier n'apportent aucun élément de nature à mettre sérieusement en doute les conclusions de l'expertise. Aucun médecin ayant examiné la recourante ne s'est déterminé de manière circonstanciée sur sa capacité de travail et les rapports du Dr G. _____ produits au stade du recours ne sont pas non plus de nature à faire douter des conclusions de l'expertise. Dans son rapport au conseil de la recourante, ce médecin émet des doutes quant à la possibilité de la recourante de se réinsérer sur le marché du travail sans indiquer pourquoi la capacité de travail résiduelle retenue par les experts du F. _____ ne serait pas exigible. Il est d'avis qu'une évaluation des capacités

- 16 - fonctionnelles auprès de la Clinique romande de réadaptation serait utile. Or, c'est aux experts médicaux qu'il appartient d'évaluer l'état de santé de la personne assurée et les

répercussions de celui-ci sur la capacité de travail (ATF 140 V 193 consid. 3.2). Le Tribunal fédéral a aussi considéré que les données médicales l'emportent en principe sur les constatations qui peuvent être faites notamment à l'occasion d'un stage d'observation professionnelle, lesquelles sont susceptibles d'être influencées par des éléments subjectifs liés au comportement de la personne assurée (TF 9C_441/2019 du 28 octobre 2019 consid. 3.1 et les références citées). Le fait que les experts, comme les médecins traitants avant eux, n'aient pas trouvé la cause de la symptomatologie de la recourante ne saurait suffire à écarter les conclusions de l'expertise, dans la mesure où les experts ont pris en considération cette symptomatologie, en particulier dans leur appréciation des limitations fonctionnelles et de la capacité de travail de la recourante. C'est d'ailleurs en raison des douleurs de la prénommée qu'ils ont retenu une capacité de travail résiduelle de 50 % dans l'activité exercée précédemment et de 80 % dans une activité adaptée. Dans ces circonstances, il apparaît que des investigations complémentaires sur le plan médical n'auraient pas d'incidence sur les conclusions de l'expertise. Il en va ainsi notamment de la scintigraphie et de l'arthroscanner de la hanche droite suggérés par les experts aux fins d'exclure ou de confirmer une zone inflammatoire ou la présence de tissus dans l'articulation qui pourraient être à l'origine de la symptomatologie, dès lors que cette symptomatologie, bien que non encore expliquée à la date de l'expertise, a bel et bien été prise en compte dans leur appréciation des limitations fonctionnelles et de la capacité de travail de la recourante. Relevons encore que du point de vue de l'assurance-invalidité, ce n'est pas fondamentalement le diagnostic, mais l'effet de l'atteinte à la santé sur la capacité de travail qui est déterminant (TF 8C_672/2023 du 4 juin 2024 consid. 3.2.1 et les références citées). Pour les raisons qui précèdent, la valeur probante du rapport d'expertise du F. _____ ne saurait non plus être remise en doute par le diagnostic de CRPS posé par le Dr G. _____ dans son dernier rapport, d'autant moins que ce médecin ne fait pas état d'un status différent de celui prévalant au moment de l'expertise, le Dr G. _____ relevant au contraire qu'il se trouvait devant le même tableau

- 17 - clinique qu'en décembre 2022, à l'exception d'une légère amélioration des mobilités articulaires tibio-fémorales intervenue depuis lors. d) Au vu de ce qui précède, il convient de suivre les conclusions du rapport d'expertise du F. _____ et de retenir que la recourante a récupéré une capacité de travail de 50 % dans l'activité d'opératrice en horlogerie trois mois après la chute à vélo de septembre 2021, et une capacité de travail de 80 % dans une activité adaptée depuis le 1er février 2022. e) Précisons encore que le reproche de la recourante relatif à un manque d'instruction doit être écarté. Il ressort du dossier que la recourante a subi de nombreux examens (IRM, scanner, échographie, angio-IRM) effectués sur plusieurs parties du corps (hanche, bassin, jambe, genou et mollet) par des médecins relevant de nombreuses spécialités médicales (spécialistes en chirurgie orthopédique et traumatologie de l'appareil locomoteur, en radiologie, en médecine interne générale, en angiologie, en médecine physique et réadaptation ainsi qu'en pharmacologie et toxicologie cliniques), qui n'ont pas permis de trouver d'explication à la persistance des douleurs et hématome et aux limitations fonctionnelles qui en découlent. Dans ces circonstances, vu les rapports médicaux au dossier, l'intimé n'était pas tenu de procéder à un complément d'instruction.

E. 7

Il reste à examiner le taux d'invalidité de la recourante, à l'égard duquel elle n'émet aucun grief. Concernant le revenu sans invalidité, l'intimé s'est basé sur les indications fournies

par l'ancien employeur pour retenir un revenu de 56'324 fr. en 2022, ce qui ne prête pas le flanc à la critique. S'agissant du revenu avec invalidité, il s'est fondé sur les données statistiques de l'ESS, plus particulièrement sur le salaire de référence pour les femmes exerçant un travail simple et répétitif dans le domaine de la production et des services, soit 4'276 fr. par mois,

- 18 - respectivement 51'312 fr. par an, en tenant compte de la durée hebdomadaire de travail dans les entreprises de 41,7 heures (ESS 2020, tableau TA1_tirage_skill_level). Après indexation (+ 0,6 % en 2021 et + 0,8 % en 2022), le revenu avec invalidité de la recourante s'élève en 2022 à 43'395 fr. 38 pour un taux d'activité de 80 %. La comparaison d'un revenu sans invalidité de 56'324 fr. avec un revenu d'invalidité de 43'395 fr. 38 aboutit au degré d'invalidité de 22,95 % ($(56'324 - 43'395,38) / 56'324 \times 100$), arrondi à 23 % (ATF 130 V 121), qui est inférieur au seuil de 40 % ouvrant le droit à la rente. Pour 2024, l'intimé a procédé à un nouveau calcul du degré d'invalidité, en tenant compte d'une déduction de 10 % opérée sur la valeur statistique en application de l'art. 26bis al. 3 RAI. Sur cette base et en tenant compte de l'évolution des salaires nominaux (+ 1,8 % en 2023 [tableau T39 « Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels 2010-2023 »], + 0,6 % pour 2024 [cf. l'estimation trimestrielle provisoire de l'Office fédéral des statistiques disponible à la date de la décision attaquée] [au lieu de l'augmentation de 0,8 % prise en compte par l'intimé pour ces deux années]), le revenu avec invalidité pour 2024 s'élève à 39'997 fr. 39. Le revenu sans invalidité de 56'324 fr. retenu par l'intimé pour 2022 conduit à un revenu de 57'681 fr. 85 en 2024, après indexation. La comparaison de ses revenus aboutit au degré d'invalidité de 30,7 %, qui lui non plus ne donne pas le droit à une rente d'invalidité. Enfin, la recourante n'a émis aucun grief s'agissant du refus de l'intimé de lui octroyer des mesures professionnelles. Quand bien même le taux d'invalidité atteint le seuil de 20 % qui ouvre le droit à un reclassement professionnel (art. 17 al. 1 LAI ; ATF 139 V 399 consid. 5.3), il faut admettre, à l'instar du service de réadaptation de l'OAI, que les limitations fonctionnelles de la prénommée lui permettent d'exercer de nombreuses activités ne nécessitant pas de formation particulière, de sorte que les conditions permettant l'octroi de mesures professionnelles

- 19 - ne paraissent pas remplies. L'aide au placement accordée à la recourante est une mesure suffisante et adéquate.

E. 8

Le dossier permet à la Cour de céans de statuer en pleine connaissance de cause. Il n'y a dès lors pas lieu de compléter l'instruction, comme le requiert la recourante, par la mise en œuvre d'une expertise judiciaire. Une telle mesure ne serait pas de nature à modifier les considérations qui précèdent, les faits pertinents ayant pu être constatés à satisfaction de droit (appréciation anticipée des preuves ; ATF 130 II 425 consid. 2.1 ; 122 II 464 consid. 4a). La requête d'expertise médicale judiciaire doit dès lors être rejetée.

E. 9

a) En définitive, le recours, mal fondé, doit être rejeté et la décision litigieuse confirmée. b) La procédure de recours en matière de contestations portant sur l'octroi ou le refus de prestations de l'assurance-invalidité est soumise à des frais de justice (art. 69 al. 1bis LAI). Il convient de les fixer à 600 fr. et de les mettre à la charge de la recourante, vu le sort de ses conclusions. c) Il n'y a pas lieu d'allouer de dépens à la recourante, qui n'obtient pas gain de cause (art. 61 let. g LPGA).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.